Soutenir les milieux de vie des familles et des jeunes
pour créer un environnement propice à la prévention des situations
menant à l'intervention de l'État

Mémoire de la Fondation des Auberges du cœur du Québec
présenté dans le cadre de la
consultation générale sur le Projet de loi 125,
Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse

Le 9 décembre 2005

LES JEUNES QUI Y ENTRENT,
SEN SORTENT!

Table des matières

Prendre part aux débats : un rôle social incontournable pour la Fondation des Auberges du cœur du Québec	3
La gravité et la portée nationale de la question de la jeunesse pour le devenir du Québec	4
Une invitation à poser un regard plus large sur la problématique jeunesse	5
L'effritement du réseau de solidarité et d'entraide	5
Trouver le soutien nécessaire dans son milieu d'appartenance	6
POUR DIMINUER LA PRESSION SUR LE RÉSEAU ÉTATIQUE	8
1. Investir dans la revitalisation des milieux de vie	8
2. Reconnaître les modèles alternatifs	9
Conclusion	11

Prendre part aux débats : un rôle social incontournable pour la Fondation des Auberges du cœur du Québec

Bien qu'à prime abord une fondation se définisse par sa capacité de récolter des fonds, il n'en demeure par moins que la mobilisation des donateurs autour d'une cause est tributaire de sa légitimité et de sa capacité de susciter un consensus social autour des questions d'intérêt public qu'elle suscite.

La Fondation des Auberges du cœur du Québec, créée en 1991, est d'abord née de la volonté des Auberges du cœur de se doter d'une instance vouée à son maintien et à son développement, mais surtout de la nécessité de se concentrer sur ce qu'elles font de mieux, soit aider les jeunes. Pour les responsables des Auberges, la surcharge de travail que requièrent les campagnes de souscription que tiennent les 27 Auberges du cœur dans chacun de leurs milieux respectifs - un quartier, un village ou une ville -, influence directement la qualité et la quantité des services offerts aux jeunes résidants, qui doivent demeurer leur préoccupation première.

La Fondation s'acquitte de cette mission au niveau national tout en appuyant les efforts que déploient les Auberges dans leurs propres environnements pour se faire connaître et faire reconnaître la nécessité de leur existence.

Au fil des années, la Fondation s'est également avérée un instrument politique important permettant de démontrer aux gouvernements successifs que les Auberges du cœur étaient autre chose qu'un service complémentaire du réseau public de la santé et des services sociaux. Le Regroupement des Auberges du cœur, avec ses 20 ans d'existence, est désormais une entité avec laquelle le gouvernement doit compter, sa crédibilité et ses façons de faire étant reconnus dans tous les milieux communautaires oeuvrant auprès de la jeunesse et son expertise sollicitée même dans les milieux universitaires.

Malgré cette reconnaissance, et bien que les quatre dernières années aient été fructueuses sur les plans de la notoriété et de la collecte de fonds, les Auberges du cœur doivent plus que jamais défendre leur action communautaire autonome, cette autonomie leur permettant de mettre des pratiques novatrices et créatives de l'avant grâce à une structure de fonctionnement beaucoup moins lourde que celle de l'appareil étatique, qui en facilite la mise sur pied. Il demeure toutefois qu'elles doivent chaque année refaire la preuve auprès du gouvernement de la nécessité de leur existence lorsqu'il s'agit du financement de leurs services d'hébergement. Comme beaucoup d'organismes communautaires autonomes par ailleurs.

La gravité et la portée nationale de la question de la jeunesse pour le devenir du Québec

Le débat de l'automne 2005 entourant la question des jeunes en difficulté et la réforme de la Loi sur la Protection de la jeunesse a permis de mettre en relief l'impossibilité pour le réseau étatique, à cause de la lourdeur de l'appareil bureaucratique et des structures rigides qu'impose un tel système, de créer des milieux de vie permettant à ces jeunes de tisser des liens durables et significatifs dont il est prouvé qu'ils sont les conditions nécessaires à l'épanouissement de tout individu. La philosophie d'intervention des Auberges du cœur, fondée sur l'affiliation sociale et la création de liens significatifs avec les jeunes est au cœur de cette problématique et en constitue une partie de la solution, qu'on voudrait tous, idéalement, plus durable.

Même si les modifications annoncées à la Loi de la protection de la jeunesse ont été dans l'ensemble plutôt bien accueillies, elles ne peuvent constituer la seule réponse gouvernementale aux trop nombreux cas de jeunes laissés à eux-mêmes et peu ou pas outillés pour se prendre en main et devenir des citoyens responsables. La particularité de l'approche d'intervention préconisée par les Auberges, soit l'affiliation sociale, n'a de sens que si les milieux de vie, c'est-à-dire la famille, la famille élargie, l'école, les communautés d'appartenance, les organismes communautaires, demeurent des éléments d'une dynamique plus large qui suppose la responsabilisation et la mobilisation de la société civile autour de la question des jeunes et de leur devenir.

On ne « gère » pas de la même manière un problème à régler au plus tôt et une richesse qu'on veut faire fructifier pour longtemps. Néanmoins, on a le sentiment, à consulter les médias et à entendre les commentaires, que le Québec considère plutôt sa jeunesse comme un problème à résoudre au plus tôt... Car, il faut le dire, nous constatons de plus en plus, chez une certaine catégorie de citoyens, de manifestations de préjugés où on perçoit les jeunes comme un problème, voire un danger, plutôt que comme les porteurs de l'avenir du Québec. À l'opposé, s'insinue pourtant peu à peu une conscience qui saisit de mieux en mieux la gravité et la portée nationale de la question de la jeunesse pour le devenir du Québec.

Une invitation à poser un regard plus large sur la problématique jeunesse

La Fondation des Auberges du cœur souhaite vous convier à poser un regard plus large sur les situations qui causent ou contribuent à accentuer la négligence, les abus et la violence faites aux enfants et aux jeunes et, de là, à identifier certaines pistes d'actions que nous estimons essentielles pour mieux soutenir les familles et les jeunes en difficulté.

Certes, du moins dans un avenir prévisible, le Québec aura toujours besoin d'une loi pour protéger ces jeunes et d'une organisation telle la Direction de la protection de la jeunesse pour veiller à l'application de la loi et à l'intervention auprès des familles et des jeunes concernés. À ce sujet, nous accueillons favorablement l'initiative du ministère de la Santé et des Services sociaux en vue d'améliorer cette loi et de doter la DPJ d'outils mieux adaptés pour faire face aux défis auxquels elle est confrontée, sous réserve des commentaires et suggestions exprimés par le Regroupement des Auberges du cœur du Québec dans son propre mémoire.

Cependant, nous sommes profondément convaincus qu'en agissant davantage en amont des interventions de la DPJ, au niveau des milieux de vie et des communautés où se trouvent ces familles et ces jeunes, on permettra de réduire de manière significative le recours à ces interventions la plupart du temps lourdes, coûteuses et même intrusives.

L'effritement du réseau de solidarité et d'entraide

Tous les observateurs des sociétés modernes, notamment le Québec, ont souligné l'effritement des réseaux de solidarité et d'entraide que constituaient la famille élargie, la communauté d'appartenance, certaines institutions telles l'Église, etc. De plus en plus, les individus ou les familles apparaissent coupés des ressources qu'ils pouvaient tirer de ces milieux dits naturels. Ils demeurent isolés pour faire face aux aléas de l'existence humaine. La situation des familles est, dans bien des cas, d'autant plus dramatique que c'est souvent au sein de la famille élargie que se transmettaient les compétences et les habiletés de parents.

En bonne partie pour pallier cet effritement des réseaux de solidarité et d'entraide mais aussi pour soutenir les personnes et les familles qui doivent s'adapter à un monde en constante transformation, l'État a mis en place un imposant ensemble d'institutions, de services et de programmes pour leur venir en aide. Si ces institutions, services et programmes peuvent être réformés pour s'adapter aux défis toujours renouvelés qui se présentent, nul ne peut contester leur utilité et leur nécessité. Cependant, par leur nature même, ils ont leurs limites.

Trouver le soutien nécessaire dans son milieu d'appartenance

La planification gouvernementale et les contraintes organisationnelles qui en découlent ne peuvent suppléer au besoin de chacun de trouver dans ses lieux d'appartenance et d'enracinement un soutien pour acquérir l'autonomie et la responsabilité nécessaires pour prendre du pouvoir sur sa vie.

Partout au Québec, des individus et des groupes ont pris l'initiative de mettre en place des organismes pour répondre aux besoins des communautés par solidarité avec leurs concitoyens confrontés à des difficultés qui les dépassaient.

Ces milliers de groupes dits communautaires sont, selon certains, le « secret le mieux gardé du modèle québécois ».

Par leur structure démocratique et participative, ces organismes communautaires sont devenus des acteurs incontournables pour le soutien aux personnes et même le développement social et économique des collectivités. Leur crédibilité est venue de leur proximité des situations vécues, de leur préoccupation pour l'amélioration des conditions de vie des personnes et de leur capacité à servir de lien de passage et de médiation entre les personnes dans le besoin et les ressources qui peuvent y répondre, notamment les services gouvernementaux.

Dans bien des cas, ces organismes ont eux-mêmes développé des services flexibles et adaptés aux besoins des personnes et familles de leur communauté ou région. Dans ces cas, le soutien offert se fonde sur des principes et des valeurs différentes : l'affiliation sociale, la continuité de liens, l'exercice de la citoyenneté, le volontariat, le respect du rythme de chacun, etc.

Pour plusieurs personnes dans le besoin, ces organismes communautaires sont perçus comme moins menaçants ou contrôlants que les services publics, mieux adaptés à leurs besoins propres et, surtout, comme des lieux où ils peuvent recréer des liens d'appartenance à partir desquels ils seront en mesure de se faire une place dans leur communauté et de trouver le soutien et les ressources pour prendre du pouvoir sur leur vie et affronter les difficultés auxquelles elles sont confrontées.

Il en est ainsi des Auberges du cœur.

Pour bien des parents et des jeunes, les Auberges du cœur sont une alternative essentielle aux services gouvernementaux qui leur permet de résoudre des difficultés avant que celles-ci ne dégénèrent et qu'on doive recourir aux solutions de dernier recours que sont la Loi de la protection de la jeunesse et les interventions de la DPJ. Pour beaucoup d'autres aussi, les Auberges du cœur s'avèrent des lieux d'apprentissage où ils développent une plus grande autonomie et un mieux-être contribuant à leur participation sociale. Ils seront alors en mesure de mieux assumer leur responsabilité de parents et de citoyens.

C'est ainsi que, partout au Québec, la présence d'organismes communautaires oeuvrant auprès des jeunes et des familles a permis de raviver les réseaux de solidarité et d'entraide qui s'étaient affaiblis.

POUR DIMINUER LA PRESSION SUR LE RÉSEAU ÉTATIQUE

1. Investir dans la revitalisation des milieux de vie

L'État québécois a reconnu à juste titre la contribution des organismes communautaires au mieux-être des populations les plus fragiles et au développement social et économique des collectivités. Par divers programmes de soutien financier à ces organismes et par une politique de reconnaissance de l'action communautaire qui n'a pas d'équivalent ailleurs, le gouvernement a démontré son appui au mouvement communautaire autonome québécois mais, force est d'admettre qu'il reste encore beaucoup de chemin à faire pour que la société québécoise puisse profiter au mieux de cette contribution.

Ainsi, les Auberges du cœur sont parmi les organismes communautaires d'hébergement les moins bien soutenus financièrement par le gouvernement. Il s'agit, à notre avis, d'une situation indéfendable à tous points de vue. Comment, en effet, justifier que les jeunes en difficulté accueillis par les Auberges du cœur ne reçoivent pas de leur gouvernement un soutien équivalent à celui offert à d'autres citoyens en difficulté?

Cette situation a des conséquences dramatiques :

Les Auberges du cœur refusent chaque année plus de 5 000 demandes d'hébergement alors qu'elles ne sont présentes que dans 11 régions du Québec.

Combien de jeunes Québécois et Québécoises en difficulté ne reçoivent pas ainsi le soutien nécessaire au moment où ils en ont le plus besoin? Combien, en raison de la détresse croissante qu'ils subissent, se retrouvent pris en charge par les services de santé mentale? Combien de familles se voient ainsi forcées de recourir aux services gouvernementaux beaucoup plus onéreux tant du point de vue économique que social? Combien de jeunes se retrouvent ainsi, année après année, exclus d'une place dans la société à la hauteur de leur potentiel et de leurs espoirs?

Le Québec est face à des choix importants. Les services sociaux et de santé n'arrivent pas à répondre à la demande. Le vieillissement de la population nous place face à une situation où nous n'avons plus les moyens de perdre un seul jeune. Nous devons faire davantage confiance à la capacité des communautés d'identifier elles-mêmes leurs besoins et de mettre en place des solutions innovatrices et flexibles pour affronter les difficultés auxquelles elles sont confrontées. Pour cela, elles ont besoin d'un meilleur soutien de la part de leurs élus.

2.Reconnaître les modèles alternatifs

Pourquoi ne pas profiter du débat entourant ce projet de loi et le travail de la DPJ pour enfin reconnaître le modèle alternatif déjà en place, qui fait ses preuves depuis près de 30 ans, et y investir les sommes nécessaires à son fonctionnement, comme le recommandait le Conseil permanent de jeunesse en 2004 dans un Avis où il donnait la parole aux jeunes de la DPJ?

Après avoir constaté le lent glissement vers la bureaucratisation du lourd appareil de la protection de la jeunesse, le Conseil permanent de la jeunesse ajoutait « (...) Tous reconnaissent le savoir-faire de ceux qui y oeuvrent dans un cadre bien souvent moins strict, davantage favorable à l'initiative et au développement de liens significatifs. (...) Pourquoi la façon de faire de ces organismes parallèles au système de même que leur cadre de travail qui procurent satisfaction chez les intervenants et bien-être des bénéficiaires ne pourraient-ils pas être appliqués au système actuel de prise en charge des adolescents, s'interroge-t-on alors? N'y aurait-il pas certaines leçons à tirer du succès des uns et de la demi-réussite des autres? » « Les jeunes en centres jeunesse prennent la parole ! - Avis », Conseil permanent de la jeunesse, juillet 2004, p. 70.

En développant des pratiques innovatrices qui, exercées dans un cadre souple et à visage humain, encouragent le développement de liens durables et l'épanouissement des jeunes en difficulté, **les Auberges du cœur, sans prétendre être la seule solution aux problèmes criants auxquels les jeunes du Québec sont confrontés, font assurément partie de la solution.**

À la lourdeur de l'appareil gouvernemental et au réflexe du « tout à l'État » quand il s'agit des jeunes, les Auberges proposent un modèle à visage humain enraciné dans la communauté dont elles émanent.

À l'origine de la création des Auberges, des collectivités locales se sont responsabilisées par rapport aux jeunes en crise ou sans abri de leurs arrondissements, villes ou régions. Gens d'affaires et gens du communautaire se sont donné la main pour faire en sorte qu'un jeune en détresse physique ou psychologique puisse avoir un lieu où il est accueilli sans préjugés et à bras ouverts.

Chaque fois que le travail des Auberges fait en sorte qu'un jeune qui y entre s'en sort, comme le dit notre slogan, **nous diminuons la pression sur le réseau étatique et faisons en sorte que les professionnels de la DPJ et des Centres jeunesse ont plus de temps à consacrer aux cas qui l'exigent.**

Pour réduire cette pression en amont de la DPJ et pour soutenir le travail colossal effectué en aval du système – plus de 50 % de nos jeunes sont passés par la DPJ –, il faut donc que l'État investisse dans les milieux de vie et appuie les collectivités locales qui se prennent en main à travers les Auberges du cœur qu'elles soutiennent.

C'est ainsi que nombre de jeunes et de familles pourront trouver dans leur communauté d'appartenance les ressources pour se prendre en main et éviter ainsi que plusieurs situations se dégradent au point de devoir recourir à la loi et aux services de protection de la jeunesse.

Conclusion

Pour toutes ces considérations, la Fondation des Auberges du cœur croit qu'elle doit élargir son action et participer de façon active aux débats de cette Commission parlementaire. Appuyée par une communauté composée tant de gens d'affaires influents que de petits donateurs convaincus de la justesse de la cause, la Fondation a le devoir de prendre publiquement la parole afin que la réflexion autour de la question des jeunes en difficultés et sans abri ne soit pas réduite à la seule proposition de protection de la jeunesse. La responsabilité collective de la société à l'endroit de ses jeunes, hormis, à l'évidence, le fait qu'on doive les protéger des négligences, des abus et des violences qui leur sont faits, passe par la reconnaissance des organismes communautaires autonomes, de leurs modèles alternatifs et par la revitalisation des milieux de vie.

Cette Commission est une occasion d'approfondir de quelles façons le gouvernement pourrait le mieux s'acquitter de son rôle afin d'avoir le meilleur impact possible sur l'avenir de l'ensemble des jeunes, qui sont, vous en conviendrez sans doute, le plus précieux capital d'espoir de notre société.